

La crise du capitalisme néo-libéral

mercredi 10 décembre 2008, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2008).

1. Croyez-vous que les nationalisations récentes et les mesures de sauvetage économique, plutôt amples, annoncent un changement significatif de la configuration du capitalisme ? Quelle espèce de régime nouveau pourra se dégager de la crise ?

Les nationalisations ne sont que de pseudo-nationalisations. Elles sont partielles, provisoires et à peu près inconditionnelles. Elles visent à rétablir la rentabilité du système bancaire et à lui fournir les instruments de sa restructuration. S'il s'était vraiment agi de refonder le capitalisme, ces injections d'argent public auraient dû être l'occasion d'imposer aux banques des règles plus contraignantes de fonctionnement. Les discours sur la nécessaire régulation, sur la lutte contre les paradis fiscaux, etc. ne sont donc qu'une opération de diversion. Le plus probable est que les liquidités déversées aujourd'hui viendront nourrir la prochaine bulle.

L'intervention publique constitue cependant un aveu qui remet en cause l'un des fondements du néo-libéralisme, à savoir l'optimalité de la finance privée. Mais elle ne suffit pas à elle seule à enclencher la transition vers un nouveau régime. L'ancien reposait sur la baisse de la part des salaires compensée par le surendettement à laquelle s'ajoutait, dans le cas des Etats-Unis, le financement de la croissance par le reste du monde. Les deux piliers de ce modèle sont aujourd'hui remis en cause : l'endettement intérieur ne peut plus soutenir la demande, de telle sorte que la récession est devenue une crise classique de surproduction et de réalisation. Et le financement du déficit des Etats-Unis est devenu incertain, d'autant plus que les excédents des pays émergents vont tendre à se réduire.

2. Les gouvernements s'efforcent de mettre en pratique ce que leurs économistes ont appris, quant aux politiques de stabilisation, de l'étude des années 30 et de la dépression au Japon des années 90. Quelles sont les limites et les défauts de ces politiques ?

Les politiques de relance sont tronquées dans la mesure où elles ne peuvent conduire à un rétablissement d'une répartition plus équitable entre salaires et profits. Or, c'est la condition essentielle de la mise en place, ou plutôt d'un retour à un modèle de type keynésien-fordiste. Mais elle supposerait une remise en cause des inégalités qui se sont creusées au cours des dernières décennies, à des degrés divers aux Etats-Unis, en Europe et même en Chine. Les politiques de sauvetage du système vont donc permettre d'éviter une crise semblable à celle des années 1930, mais elles ne comportent pas les mesures susceptibles d'éviter une dépression analogue à celle que le Japon a connu tout au long des années 1990.

3. La crise des subprime aux Etats-Unis, bien qu'importante, a concerné des sommes bien moindres que celles aujourd'hui en jeu. Comment est-ce qu'un dérangement relativement petit a produit des suites tellement grosses ?

La diffusion de la crise des subprime à l'ensemble du système financier est un

révéléateur du degré d'intégration de l'économie mondiale et du système financier. L'hypothèse de la déconnexion avancée au début de la crise, selon laquelle l'Europe ou la Chine resteraient à l'abri des effets de la crise et permettraient d'éviter une récession généralisée, a rapidement fait long feu.

4. Depuis des mois, ce sont les gouvernements, et pas seulement les banques, etc. qui se trouvent troublés. Les réserves du FMI sont relativement petites, et les fonds plus amples sont tenus par les gouvernements, les banques centrales, et les fonds d'intervention de l'Asie de l'Est et de la région du Golfe. Croyez-vous que cette crise pourra annoncer une modification importante du rapport des forces au niveau mondial ?

La crise est loin d'être terminée et le degré de coordination des autorités capitalistes (gouvernements, banques, FMI, fonds souverains, institutions européennes etc.) progresse sous la pression de l'urgence. Mais il est insuffisant pour que l'on puisse envisager la mise en place d'un nouveau Bretton Woods. Le scénario le plus probable dans les mois à venir est au contraire le durcissement des contradictions.

Malgré la mondialisation productive, les contradictions interétatiques vont prendre une acuité nouvelle, chaque Etat cherchant à reporter sur les autres la charge de la crise. Les Etats-Unis vont chercher à imposer une nouvelle baisse du dollar, nécessaire au rééquilibrage de leur déficit commercial. En Europe, chaque pays se positionne de manière très différente par rapport à la crise, en fonction du poids relatif de la finance, de l'immobilier et de l'automobile, et de leur mode d'insertion dans le marché mondial.

Une véritable politique économique coordonnée est donc hors d'atteinte, d'autant plus que l'Union européenne s'est volontairement privée des institutions qui permettraient de la mener, et notamment d'un budget fédéral suffisant. Les pays du Sud, notamment en Amérique latine et en Asie auront tendance à se recentrer sur leurs marchés intérieurs et régionaux, sur le modèle des politiques de substitution d'importations menées en Amérique latine après la crise des années 1930.

A l'intérieur de chaque pays, c'est la contradiction capital-travail qui va s'approfondir. Il y a peu de choses dans les plans de sauvetage ou de relance en faveur des salariés alors que les entreprises vont saisir l'occasion de la crise pour rétablir les conditions de leur profitabilité. Enfin, les budgets publics vont être alourdis par les sommes englouties en faveur des banques et des entreprises, de telle sorte que les budgets sociaux devront être à nouveau réduits. La conjoncture politique des mois et des années à venir sera sans doute caractérisée par une course de vitesse entre la montée d'orientations de type nationalistes ou protectionnistes et celle des luttes sociales.

P.-S.

* Version française d'une contribution au site Worker's Liberty :

<http://www.workersliberty.org/>